

LA CHAUX-DE-FONDS Il y a assez de pédiatres, mais on manque de généralistes.

Trouver des médecins, une gageure

SYLVIA FREDA

Fin 2015, La Chaux-de-Fonds comptait six pédiatres, qui assureraient l'équivalent de quelque quatre emplois à plein temps (EPT). Des pleins-temps typiques du monde médical. Dépassant allègrement les 8h par jour. Nul ne l'ignore. Surtout les intéressés. Et il manquait alors 1,5 EPT dans cette spécialité. «Aujourd'hui, le compte est bon», s'en félicite Souhaïl Latrèche, chef du Service de la santé de la Ville.

Une nouvelle appréciée par Katia Babey, la conseillère communale désormais en charge de la Santé. «Pour de nouveaux habitants, parents de bambins, venir vivre dans une localité qui manque de pédiatres, c'est juste purement et simplement rédhitoire!»

La campagne «C'est bon pour la santé!», réponse à une motion de 2011 s'inquiétant de la pénurie en pédiatres et emmenée depuis trois ans par Souhaïl Latrèche, a donc porté ses fruits.

Bonne dose de patience

Depuis 2013, et forte d'un soutien de 18 000 francs (coût pour la Ville jusqu'à fin 2015), à ses côtés, toute une équipe a pris son bâton de pèlerin et mené une action de recrutement sur le terrain, en abordant des médecins au fil de divers congrès.

Actuellement, les mêmes dénicheurs de docteurs qui ont bouclé avec succès l'effectif des pédiatres, sont partis à la recherche de généralistes. Là aussi, la tâche sera à remplir avec patience. Jeudi, le team déployait son stand à



À La Chaux-de-Fonds, on se met la pression pour assurer une bonne offre médicale. Une équipe s'active sur le terrain. ARCHIVES RICHARD LEUENBERGER

PUBLICITÉ



Qui partage le même réveil, partage les mêmes économies.

Sous le même toit: avec l'avantage Tutto, les familles économisent désormais jusqu'à 20.– par mois et par abonnement.* Sur un maximum de 5 abonnements NATEL®.



Informez-vous au
Swisscom Shop
et sous swisscom.ch/tutto

* Si un abonnement Vivo et un abonnement NATEL® infinity ou light ont été souscrits par le même titulaire du contrat, celui-ci bénéficie d'un rabais mensuel (avantage Tutto). Tant que le titulaire a droit à l'avantage Tutto, jusqu'à quatre abonnements NATEL® supplémentaires (types d'abonnement valables, voir ci-dessous) dans le même ménage bénéficient d'un rabais sur la facture NATEL® (avantage NATEL® Tutto). Le rabais dépend de la combinaison choisie: Vivo XL/L/M: 20.– / mois avec un abonnement NATEL® infinity 2.0 XL/L/M, 10.– / mois avec un abonnement NATEL® infinity 2.0 S/XS, 5.– / mois avec un abonnement NATEL® light S/XS ou XTRA infinity. Vivo S/XS: 10.– / mois avec un abonnement NATEL® infinity 2.0 XL/L/M, 5.– / mois avec un abonnement NATEL® infinity 2.0 S/XS, NATEL® light S/XS ou XTRA infinity. Prix des abonnements (par mois en CHF): Vivo: XL 169.– / L 149.– / M 129.– / S 109.– / XS 89.–. NATEL® infinity 2.0: XL 199.– / L 139.– / M 99.– / S 79.– / XS 65.–. NATEL® light: S 49.– / XS 29.–. NATEL® XTRA infinity 2.0: L 99.– / M 69.– / S 59.–. NATEL® XTRA light: S, 45.– / XS, 25.–.

Montreux. «Car avec neuf médecins généralistes âgés de 55 à 59 ans, et cinq autres de 60 à 64 ans, cela représente 14 praticiens à remplacer d'ici cinq à dix ans», commente Souhaïl Latrèche.

«A Medi-Centre, qui compte deux généralistes et donc dorénavant un pédiatre, sur ce plan-là, nous sommes arrivés à saturation aussi», indique Philippe Nussbaumer, qui en est l'administrateur. Mercredi, il organisait une rencontre entre la presse, la conseillère communale Katia Babey, Martine Racine, la présidente de la société locale de médecine, ainsi que Walter Gusmini, président de la Société neuchâteloise de médecine.

«Plus la Ville aura de cabinets de groupe divers et autres structures médicales, plus elle attirera de médecins. Peu importe ensuite que ces derniers reprennent le cabinet ou en rejoignent un, de groupe. Ce qui compte c'est que la population ait des docteurs!»

Faut-il, parmi les nouveaux venus espérés à La Chaux-de-Fonds, souhaiter aussi, parce

qu'il en manque, l'installation de spécialistes? «Dans ce domaine, on est assez bien fourni actuellement», répond Walter Gusmini. «Tant au niveau de la ville que sur le plan des consultations à l'hôpital. Les listes d'attente sont tout à fait raisonnables, comparables à celles observées dans d'autres villes.»

Après, au tour des gynécos

Ce qui veut donc dire que la Métropole horlogère compte assez de médecins ORL? Ça ne saute de loin pas aux yeux, en tournant les pages de l'annuaire... «Il faut savoir, sur cet aspect, qu'une partie de l'ORL est souvent traitée par des généralistes, formés pour cela.»

Et en ce qui concerne la gynécologie? «Là, c'est autre chose. Dans cette spécialité également, après que nous aurons renfloué la quantité de généralistes, une réflexion devra être menée. Toujours pour la même raison: l'âge avançant de mes collègues, et avec, leur arrivée à la retraite.»

LIBERTÉ DE CIRCULATION: PAS FORCÉMENT UNE AUBAINE!

Pour Walter Gusmini, président de la Société neuchâteloise de médecine, la liberté de circulation des médecins, intéressés à venir travailler en Suisse, n'est pas l'aubaine qu'on croit pour renflouer les rangs. «On ne brade pas la médecine, notamment celle de premier recours. Les candidats issus de filières étrangères sont considérés comme des médecins praticiens, après une formation post-grade de seulement deux ans après le diplôme de médecine.» Alors qu'en Suisse, une formation post-grade de cinq à six ans est nécessaire pour obtenir le droit de s'installer comme médecin généraliste. «Mon vœu est que l'on informe la population de ces différences de formation.» Le médecin cantonal veille au grain, non? «Alors bien sûr, la conformité des diplômes est vérifiée. Seulement, être au bénéfice d'un diplôme reconnu n'amène pas automatiquement à fonctionner de manière adéquate. Notamment avec les assurances-maladie... On va ainsi au-devant d'un certain nombre de problèmes!»

Proximité en danger?

Administrateur de Medi-Centre, à La Chaux-de-Fonds, Philippe Nussbaumer signale que des grosses chaînes de cabinets de groupe arrivent en Suisse romande. «On sera alors content qu'il y ait quelques acteurs publics locaux, dont l'Hôpital neuchâtelois qu'on espère toujours bien là.» Ce dessein qui se pointe à l'horizon fait vivement réagir Katia Babey, conseillère communale en charge de la Santé. «Evidemment, ces grosses chaînes sont cotées en bourse. Et on sait comment ça marche! Ce n'est jamais sur le territoire où la richesse est produite qu'elle est redistribuée.» Et surtout, ce qui l'inquiète à ce sujet, «c'est que ces grands groupes n'investissent pas dans une médecine de qualité, mais visent la rentabilité. Dès lors, le patient n'en est plus un, il devient davantage un client. Du coup, certains examens médicaux risqueront de ne pas être effectués, parce qu'ils ne sont pas rentables...»